



**PRÉFÈTE  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ**

**portant prescriptions d'une autorisation environnementale**

**Parc éolien de L'ÉPINETTE**

**Aérogénérateurs E02, E03, E04, E05, E06, E07, E10, E11 et trois postes de livraison  
sur le territoire des communes de Coullemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle  
exploités par la SARL PARC ÉOLIEN DE L'ÉPINETTE**

**LA PRÉFÈTE DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre I, titre VII, chapitre I ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 modifiée relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les décrets n°2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 nommant Mme Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Mme Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore protégées, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directs prévu à l'article R. 323-30 du code de l'énergie ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 relatif aux règles d'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par rapport aux enjeux de sécurité aéronautique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, du 11 décembre 2019 au 16 janvier 2020 inclus, sur la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant dix aérogénérateurs et trois postes de livraison sur le territoire des communes de COULLEMELLE, GRIVESNES et VILLERS-TOURNELLE, par la SARL Parc éolien de l'Épinette ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2020 prorogeant de deux mois, soit jusqu'au 29 septembre 2020, le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant dix aérogénérateurs et trois postes de livraison sur le territoire des communes de COULLEMELLE, GRIVESNES et VILLERS-TOURNELLE, par la SARL Parc éolien de l'Épinette ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2020 portant refus de l'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant dix aérogénérateurs et trois postes de livraison sur le territoire des communes de COULLEMELLE, GRIVESNES et VILLERS-TOURNELLE, sollicitée par la SARL Parc éolien de l'Épinette ;

Vu la demande présentée le 5 juillet 2018 et complétée le 9 mai 2019 par la SARL Parc éolien de l'Épinette, dont le siège social est sis 188 rue Maurice Béjart - CS 57392 - 34184 MONTPELLIER CEDEX 4, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance unitaire maximale de 3,9 MW ;

Vu les pièces du dossier joint à la demande visée ci-dessus ;

Vu le dépôt de pièces complémentaires attendues, le 9 mai 2019 ;

Vu le rapport du 11 juillet 2019 des services de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Hauts-de-France déclarant le dossier recevable ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 8 octobre 2019 ;

Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire à l'avis de l'autorité environnementale ;

Vu les registres d'enquête ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, envoyés le 17 février 2020 à la SARL Parc éolien de l'Épinette ;

Vu l'avis défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Somme du 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Somme sur les compléments du 11 juin 2019, pour les motifs suivants : rapport d'échelle défavorable aux églises de Coullemelle et de Montdidier ;

Vu l'avis défavorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Somme du 14 août 2018 ;

Vu l'avis défavorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de

la Somme sur les compléments du 27 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable du 20 juillet 2018 du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme ;

Vu l'avis favorable du 28 janvier 2019 de la Direction Générale de l'Aviation Civile ;

Vu l'avis favorable du 31 août 2018 de la Direction de la Sécurité Aéronautique d'État ;

Vu l'avis défavorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers de la Somme du 26 novembre 2019 ;

Vu l'arrêt n°20DA01784 du 23 novembre 2021 par laquelle la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Douai a décidé d'une part, d'annuler l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2020 portant refus de délivrer à la SARL Parc éolien de l'Épinette l'autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien composé de dix aérogénérateurs et trois postes de livraison, sur le territoire des communes de COULLEMELLE, GRIVESNES et VILLERS-TOURNELLE, en tant qu'il porte sur les éoliennes E2 à E7, E10, E11 et les postes de livraison, et d'autre part, d'accorder à la SARL Parc éolien de l'Épinette, l'autorisation sollicitée, à l'exception de celle concernant l'exploitation des éoliennes E8 et E9, qui sera assortie des prescriptions indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, fixées par la préfète de la Somme dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt ;

Vu l'envoi du 7 décembre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt n° 20DA01784 du 23 novembre 2021 de la cour administrative d'appel de Douai, déposé le 24 janvier 2022 devant le Conseil d'État par le ministère de la Transition écologique ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la SARL Parc éolien de l'Épinette le 21 février 2022 ;

Vu les observations de la SARL Parc éolien de l'Épinette sur ce projet d'arrêté, présentées par courriel du 2 mars 2022 ;

Considérant que l'arrêt n°20DA01784 du 23 novembre 2021 par laquelle la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Douai a autorisé les éoliennes E2, E3, E4, E5, E6, E7, E10, E11 et trois postes de livraison sur les communes de Coulemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle ;

Considérant qu'il convient, dans l'attente de l'issue du pourvoi en cassation susvisé et conformément à ce qu'impose l'article 3 de l'arrêt n° 20DA01784 du 23 novembre 2021 de la cour administrative d'appel de Douai précité, de fixer les prescriptions

indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement dont est assortie l'autorisation environnementale d'exploiter le parc éolien de l'Épinette, dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt susmentionné, intervenue le 24 novembre 2021 ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le plan de bridage sont de nature à prévenir les nuisances sonores ;

Considérant qu'un impact sur les chiroptères est avéré pour les éoliennes E2 et E7 ;

Considérant que la mise en place d'un bridage des éoliennes E2 et E7 permettra d'éviter un impact sur les espèces avifaunistiques et chiroptérologiques ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Titre I**

#### **Dispositions générales**

##### **Article 1 : Domaine d'application**

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1 2° du code de l'environnement ;
- d'autorisations prévues par les articles L. 5111-6, L. 5112-2 et L. 5114-2 du code de la défense, autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L. 51113-1 de code et de l'article L. 554 du code des postes et des communications électroniques et par l'article L. 6352-1 du code des transports, lorsqu'elles sont nécessaires à l'établissement d'installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

##### **Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale**

La société Parc éolien de l'Épinette, dont le siège social est situé 188 rue Maurice Béjart – CS 57392 - 34184 MONTPELLIER CEDEX 4, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1 du titre I du présent arrêté par décision de la cour administrative d'appel de Douai du 23 novembre 2021, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

##### **Article 3 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale**

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y			
E 2	659832,2041	6952849,867	Grivesnes	Le Pommeroy	T 99
E 3	660093,3858	6952539,634	Grivesnes	Le Mont Plaisir	ZM 14
E4	660391,1466	6952335,234	Grivesnes	Le Quatre Vingt Deux Jour	ZM 21
E5	660719,7687	6952181,425	Grivesnes	Le Quatre Vingt Deux Jour	ZM 21
E6	661038,7957	6952012,81	Grivesnes	La Petite Sole	ZM 27
E7	661370,8457	6951864,096	Grivesnes	Au Chemin de Villers	ZM 20
E10	659784,9795	6951220,035	Coulemelle	A La Sole	X 58
E11	660125,5647	6951096,443	Villers Tournelle	Les Hautes Bornes	ZI 3
Poste de livraison 1	659842,3279	6952617,596	Grivesnes	Le Mont Plaisir	ZM 46
Poste de livraison 2	661061,6892	6952033,156	Grivesnes	La Petite Sole	ZM 27
Poste de livraison 3	659800,324	6951277,512	Coulemelle	A la Sole	X 58

#### **Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur. Elles

respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

## **Article 5 : Réglementation**

### **Article 5.1 – Réglementation applicable**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à l'établissement.

### **Article 5.2 – Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Titre II**

### **Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1 2° du code de l'environnement (ICPE)**

#### **Article 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des installations</b>	<b>Caractéristiques</b>	<b>Régime</b>
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres	Nombre de mâts : 8 Hauteur maximum en bout de pale : 180 mètres Hauteur maximum en sommet de nacelle : 116 mètres Puissance max par mât : 3,6 MW	A

A : installation soumise à autorisation

## **Article 2 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 3 du titre I du présent arrêté.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 515-101 du code de l'environnement par la SARL Parc éolien de L'Épinette s'élève donc à :

$$M = 8 * (50\,000 + 10\,000 * (3,6-2)) = 528\,000 \text{ €}$$

$$M = \sum (Cu)$$

où

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R. 515-36 du code de l'environnement.

Avec, lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW :

$$Cu = 50\,000 + 10\,000 * (P-2)$$

où :

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

## **Article 3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)**

### **Article 3.1 - Protection des chiroptères /avifaune**

Le bridage des éoliennes E2 et E7 est mis en place dans les conditions suivantes :

- o Température supérieure ou égale à 10 °C à la hauteur de la nacelle ;
- o Vitesse de vent inférieure à 6 m/s à la hauteur de la nacelle ;
- o Pendant la période comprise entre l'heure avant le coucher du soleil et l'heure après son lever ;
- o Entre le 15 avril et le 31 octobre.

Un entretien de la végétation au pied des éoliennes est mis en place à fréquence d'une



fois par mois, de juin à septembre, dès la mise en service du parc éolien, pour réduire l'attraction des proies. Aucun produit phytosanitaire n'est utilisé. L'obturation des nacelles est effectué.

Le respect des mesures suivantes fait l'objet de la vérification par un écologue dont le rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 3.2 - Intégration paysagère des postes de livraison**

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré. L'exploitant prend les dispositions appropriées afin d'intégrer au mieux le poste de livraison dans le paysage.

### **Article 3.3 - Chemins d'accès aux éoliennes**

Les règles applicables en matière d'itinéraires de promenade et de randonnée dans le département de la Somme sont respectées et l'état et la qualité paysagère des chemins sont maintenus.

## **Article 4 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux**

### **Article 4.1 - Protection des enjeux écologiques existants**

Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela, l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires pour en garantir la préservation, communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale.

Les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies doivent être évités lors de la phase de chantier afin de préserver le site des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...).

Enfin, il convient de restaurer les milieux dans leur état écologique initial après chantier.

### **Article 4.2 - Protection des sols et des eaux souterraines**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier des installations.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises en charge du chantier. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et organismes

à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, des matériaux, des matériels, des déchets, etc. est organisé sur le site de la base vie ou sur des espaces aménagés en conséquence (par exemple les aires de grutage des éoliennes). L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites sur la zone des travaux et dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide.

Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.

En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, la zone concernée par l'incident est traitée, sans délai, par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité, elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.

#### **Article 4.3 - Période du chantier**

Il convient d'effectuer les travaux au cours de périodes où le sol n'est pas trop gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage.

Le calendrier de chantier est calé sur les contraintes écologiques locales (phénologie de la reproduction des espèces sensibles) et adapté en permanence pendant le déroulement du chantier sur les conseils d'un écologue.

La période de travaux doit en effet être adaptée en fonction du calendrier des espèces et notamment éviter les périodes de nidification des oiseaux jugés les plus sensibles et nichant en espaces ouverts.

Ainsi, les opérations qui présentent le plus d'impacts (décapages des terres,

excavations...) ne doivent pas être démarrées pendant les mois compris entre les mois d'avril et de juillet.

Si cette mesure n'est pas réalisable et que les travaux doivent commencer pendant la période de nidification, l'exploitant vérifie avant le démarrage des travaux s'il y a présence d'oiseaux nicheurs. Pour ce faire le passage d'un naturaliste sur chacun des emplacements d'éoliennes est diligenté. Dans le cas d'une nidification avérée, les travaux sont décalés dans le temps ou l'espace afin de ne pas perturber le site de nidification.

#### **Article 4.4 - Organisation du chantier**

Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ce jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :

- des réfectoires ;
- des vestiaires ;
- des sanitaires ;
- des bureaux ;
- des modules de stockage.

Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire.

Les aires de stockage doivent être organisées en retrait des ouvertures visuelles majeures pour éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire.

Concernant la gestion de la ressource en eau, cette base vie est complètement autonome. Son approvisionnement par citerne externe permet de contrôler les volumes utilisés et de prévenir les gaspillages. La récupération des eaux usées est dirigée dans une fosse d'accumulation qui est vidée régulièrement.

Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.

La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont évacués ou stockés sur place, puis, dans la mesure du possible, mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier. Les éventuels matériaux excédentaires sont exportés conformément aux réglementations en vigueur.

#### **Article 4.5 - Prévention des nuisances**

Afin de limiter la gêne occasionnée par le chantier pour les riverains et les usagers du site, les mesures qui suivent sont mises en œuvre.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Les engins de chantier sont conformes à un type homologué et leurs niveaux de bruit émis sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les travaux auront lieu préférentiellement en période diurne et en tout état de cause en dehors de la période 22h-5h.

La phase de travaux peut générer des émissions de poussières. Si besoin (par temps sec et venté), les abords et les accès du chantier sont arrosés pour réduire les émissions et la propagation de poussières.

#### **Article 4.6 - Accès**

Pour ne pas trop empiéter sur les secteurs agricoles, les chemins existants sont utilisés au maximum et les prélèvements sur accotements sont limités au strict nécessaire. Les chemins permettant d'accéder au site seront si besoin renforcés pour le passage des engins et poids lourds. Les chemins utilisés lors de la phase chantier sont remis en état lorsqu'une dégradation est constatée.

Si des phénomènes d'érosion et de ruissellement sont constatés suite au chantier, les dispositions sont prises pour favoriser le drainage des écoulements et pour assurer le maintien et la stabilité des sols en bordure des chemins ou de l'aire de grutage. La remise en état du site et des voiries intervient dans les trois mois après la clôture du chantier. Ce délai peut être aménagé suivant les conditions climatiques (attentes de conditions favorables sèches, de températures tempérées pour mise en place des traitements).

#### **Article 4.7 - Sécurité**

Une attention particulière est apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.

### **Article 5 : Mesures liées à la construction**

#### **Article 5.1 - Sécurité publique**

L'éolienne est de couleur uniforme mate « gris clair » référence RAL n° 7035 ou « gris agate » référence RAL n°7038 ou « blanc pur » référence RAL n° 9010 (balisage diurne).

Balisage lumineux : un dispositif de feux d'obstacle de jour moyenne intensité de type A (feux à éclats blancs de 20 000 candelas [cd]) ainsi qu'un dispositif de feux d'obstacle de nuit moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd) sont installés sur le sommet de la nacelle. Les éclats des feux des différentes éoliennes appartenant au même ensemble sont synchronisés.

## **Article 5.2 - Protection du patrimoine archéologique**

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2018, référencé n° 19-80-2018-04-A1, relatif au diagnostic archéologique.

Si lors de la réalisation des travaux, des vestiges archéologiques étaient mis à jour, ils doivent être signalés immédiatement au service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes et tout contrevenant sera passible des peines prévues à l'article 322-2 du code pénal.

## **Article 5.3 - Aspect**

Les inscriptions (logos et marques), à l'exception des informations techniques et de sécurité qui pourront être apposées sur la porte d'accès à la tour, sont interdites y compris sur la nacelle.

## **Article 5.4 - Balisage**

Les dispositions de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne sont à respecter. Une télésurveillance ou des procédures d'exploitation spécifiques sont assurées afin de pouvoir signaler toute défaillance ou interruption du balisage aux services de l'Aviation Civile (adresse courriel pour les départements 59 et 62 : [dsacn-lille-obstacles-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:dsacn-lille-obstacles-bf@aviation-civile.gouv.fr) / adresse postale pour les départements 02, 60 et 80 : DSAC Délégation des Hauts-de-France Sud - Aéroport de Tillé - Avenue de l'Europe - 60000 TILLÉ).

L'exploitant informe les services de l'Aviation Civile, de l'Armée de l'Air (Direction de la Sécurité Aéronautique d'État - Direction de la Circulation Aérienne Militaire) et l'inspection des installations classées des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) et pour chaque éolienne :

- de la date de levage des éoliennes ;
- de l'emplacement exact en coordonnées géographiques (WGS 84) ;
- de l'altitude NGF du point d'implantation ;
- de la hauteur hors tout (sommet de la pale à son point d'élévation maximal) ;

de manière à les répertorier sur les cartes aéronautiques.

## **Article 5.5 - Vestiges humains**

Si lors de la réalisation des travaux de terrassement, des vestiges humains provenant des conflits mondiaux venaient à être mis à jour, la découverte doit être immédiatement signalée à la brigade de gendarmerie locale et, selon le cas, au délégué des Anciens Combattants ou au conservateur du cimetière militaire.

concerné (Commonwealth War Graves Commission – CWGC – ou Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge – VDK) puis au maire de la commune. Les travaux sont arrêtés et, dans l'attente, les vestiges mis à jour sont protégés par une bâche ou une couverture recouverte de terre. Par respect des personnes, les photographies sont interdites et la presse n'est informée que sur consigne des autorités.

#### **Article 5.6 - Itinéraires d'accès**

L'exploitant devra fournir aux organismes gestionnaires des voiries les itinéraires précis d'accès au site avec l'état des routes et les plans des aménagements éventuels nécessaires.

#### **Article 5.7 - Information sur l'avancement du chantier**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées, les services du ministère des Armées (sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord) et la délégation de l'Aviation Civile des Hauts-de-France (SNIA - SNIA Nord - UGD Guichet unique urbanisme - servitudes aéronautiques - 82 rue des Pyrénées - 75970 PARIS CEDEX 20 - snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr), au moins 15 jours avant le début des travaux, de la date de début et de la durée du chantier, en apportant les informations suivantes afférentes à chaque éolienne :

- coordonnées géographiques (WGS84) ;
- hauteur totale ;
- altitude du terrain en mètres NGF.

La déclaration d'ouverture de chantier (DOC), la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) et la date de mise en service industrielle sont transmises, au moins 15 jours avant la mise en service, à la délégation de l'Aviation Civile des Hauts-de-France (voir coordonnées ci-dessus), à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord et à l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.8 - Perturbation de la réception de la radiodiffusion ou de la télévision**

En cas de perturbation de la réception radioélectrique observée chez des tiers et imputable à la présence du parc éolien, l'exploitant met en œuvre, dans les plus brefs délais, des actions correctives auprès des utilisateurs et locaux concernés, afin de faire cesser les nuisances conformément à l'article L. 112-12 du code de la construction et de l'habitat. L'apparition de telles perturbations est portée sans délais à la connaissance des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de la Somme ainsi que de l'inspection des installations classées. Ils sont tenus informés, dans les mêmes conditions, des mesures engagées et de la fin effective de ces perturbations.

#### **Article 6 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents, les enregistrements... justifiant de la bonne mise œuvre des mesures du présent article.

## **Article 7 : Auto surveillance des niveaux sonores**

La première campagne de mesures acoustiques sera menée dans les six mois suivant la mise en service des installations. Les résultats commentés seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception du rapport des mesures par l'exploitant.

Cette étude devra être réalisée en conformité avec :

- l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie du vent au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la norme AFNOR- NFS 31-010 modifiée relative au mesurage du bruit dans l'environnement ;
- le projet de norme NFS 31-114 relatif au mesurage du bruit dans l'environnement avec et sans activité éolienne dans sa version de juillet 2011.

Le cas échéant, l'exploitant propose la mise en place d'un plan de bridage afin de respecter la réglementation en vigueur.

L'exploitant tient alors à jour un registre récapitulant les conditions du plan de bridage acoustique, les résultats des mesures acoustiques et les éventuelles mises à jour du plan de bridage en fonction des résultats des campagnes de mesures acoustiques.

## **Article 8 : Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 7, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'inspection des installations classées.

## **Article 9 : Suivis**

L'exploitant met en œuvre les mesures de suivi prévues :

- par l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. En fonction des résultats du suivi, les mesures réductrices et/ou compensatoires sont ajustées si nécessaire. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dès qu'il en dispose, les rapports de ces

- suivis de peuplement en chiroptères et avifaune ainsi que leur analyse ;
- par les articles 3, 4 et 5 du titre II du présent arrêté.

#### **Article 10 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- le mémoire en réponse à l'enquête publique ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;
- l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum.

#### **Article 11 : Cessation d'activité**

Sans préjudice des articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement pour l'application de l'article R. 512-30, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 mètre dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.



## **Article 12 : Dispositions particulières relatives à la qualité des ouvrages au titre du code de l'énergie**

### **Article 12.1 - Construction de l'ouvrage**

L'ouvrage relatif à la construction de la première phase de raccordement électrique des installations visées à l'article 3 du titre I du présent arrêté est réalisé conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé, présenté par le bénéficiaire mentionné à l'article 2 du titre I du présent arrêté, et à ses engagements.

### **Article 12.2 - Guichet unique**

Conformément aux articles L. 554-1 à L. 554-4 et R. 554-1 et suivants du code de l'environnement, le bénéficiaire de la présente autorisation fournit le tracé détaillé des canalisations électriques et assure l'enregistrement sur le guichet unique ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) » avant la mise en service de l'installation.

### **Article 12.3 - Contrôle technique**

Le contrôle technique des ouvrages attendu de l'article R. 323-30 du code de l'énergie est effectué lors de la mise en service de l'ouvrage selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 visé ci-avant ou tout texte venant le modifier. Le maître d'ouvrage informe le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France de la réalisation de ce contrôle et lui en transmet, sur sa simple demande, le compte rendu.

### **Article 12.4 - Enregistrement**

Au terme de la construction des ouvrages, le bénéficiaire communique au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité concerné les informations nécessaires à l'opération d'enregistrement prévue à l'article R. 323-29 du code de l'énergie.

Sont notamment communiqués l'emplacement des ouvrages, leurs dimensions, leur date de construction, leurs caractéristiques électriques, leur technologie, les organes particuliers et les installations annexes, les opérations significatives de maintenance ainsi que la date du contrôle technique prévu à l'article 12.3 de la présente approbation.

### **Titre III**

#### **Dispositions diverses**

#### **Article 1 : Délais et voies de recours**

**Article 1.1 - Recours contre l'arrêt n°20DA01784 de la cour administrative d'appel de Douai du 23 novembre 2021 annulant l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2020 par lequel la préfète de la Somme a refusé de délivrer une autorisation environnementale pour la réalisation d'un parc éolien composé de dix machines et trois postes de livraison situé sur le territoire des communes de Coullemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle, sollicitée par la SARL Parc éolien de L'Épinette, accordant l'autorisation environnementale susmentionnée pour les éoliennes E2 à E7, E10, E11 et les postes de livraison et ordonnant de fixer les prescriptions indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt**

L'arrêt n°20DA01784 en annexe ordonnant de fixer les prescriptions indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la notification de l'arrêt est susceptible de tierce-opposition devant la cour administrative d'appel de Douai par les tiers, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans la Somme prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai peut être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 1.2 - Recours contre le présent arrêté**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la cour administrative d'appel de Douai :

- par l'exploitant dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - l'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - la publication de la décision sur le site Internet des services de l'Etat dans la

Somme prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai peut être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 2 : Publicité**

Une copie du présent arrêté et de son annexe est déposée dans les mairies de Coulemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle et peut y être consultée. Un extrait de celui-ci et de son annexe est affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires feront connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Somme, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté et de son annexe sont également adressées à chaque conseil municipal consulté, à savoir : COULLEMELLE, GRIVESNES, VILLERS-TOURNELLE, AUBVILLERS, AYENCOURT, BOUILLANCOURT-LA-BATAILLE, BRACHES, CANTIGNY, CHIRMONT, COURTEMANCHE, ESCLAINVILLERS, FOLLEVILLE, FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER, GRATIBUS, LA FALOISE, LE CARDONNOIS, LOUVRECHY, MAILLY-RAINEVAL, MALPART, MARESTMONTIERS, MESNIL-SAINT-GEORGES, MONTDIDIER, QUIRY-LE-SEC, SAUVILLERS-MONGIVAL, SOURDON, THORY, TROIS-RIVIÈRES, BACOUËL (60), BEAUVOIR (60), BROYES (60), CHEPOIX (60), LA HÉRELLE (60), LE-MESNIL-SAINT-FIRMIN (60), MORY-MONTCRUX (60), PAILLART (60), PLAINVILLE (60), ROCQUENCOURT (60), ROUVROY-LES-MERLES (60), ROYAUCOURT (60), SAINS-MORAINVILLERS (60), SÉRÉVILLERS (60), TARTIGNY (60) et WELLES-PÉRENNES (60), ainsi qu'aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement : les communautés de communes Avre Luce Noye et du Grand Roye, le conseil départemental de la Somme et le conseil régional des Hauts-de-France.

L'arrêté et son annexe sont publiés sur le site internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Autres-decisions>, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 3 : Information**

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées ainsi qu'aux opérateurs radars la date de mise en service des installations du parc éolien de l'Épinette.

## **Article 4 : Caducité de l'arrêté**

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de dix ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure.

**Article 5 : Exécution**


La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et les maires de Coullemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le 24 MARS 2022



Muriel Nguyen

**COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL  
DE DOUAI**

  
Muriel Nguyen

**N°20DA01784**

**SOCIETE PARC EOLIEN  
DE L'EPINETTE**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Mme Corinne Baes-Honoré  
Présidente-rapporteure

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

M. Aurélien Gloux-Saliou  
Rapporteur public

La cour administrative d'appel de Douai  
(1<sup>ère</sup> chambre)

Audience du 26 octobre 2021  
Décision du 23 novembre 2021

29-035  
44-02  
C

Vu la procédure suivante :

*Procédure devant la cour :*

Par une requête, enregistrée le 13 novembre 2020, et un mémoire, enregistré le 20 mai 2021, la société Parc éolien de l'Épinette, représentée par Me Hélène Gelas, demande à la cour :

1°) d'annuler l'arrêté du 28 septembre 2020 par lequel la préfète de la Somme a refusé de lui délivrer une autorisation unique pour la réalisation d'un parc éolien composé de dix machines et trois postes de livraison situé sur le territoire des communes de Coullemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle ;

2°) de délivrer l'autorisation environnementale sollicitée en l'assortissant le cas échéant des prescriptions nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

3°) à titre subsidiaire, d'enjoindre au préfet de la Somme de délivrer l'autorisation environnementale sollicitée dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de l'arrêt à intervenir sous astreinte de 500 euros par jour de retard ou, à défaut, d'enjoindre au préfet de réexaminer la demande d'autorisation environnementale dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêt à intervenir sous astreinte de 500 euros par jour de retard ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- l'arrêté est entaché d'un défaut de motivation ;
- le projet ne porte pas atteinte au paysage, qui ne présente pas un intérêt particulier, ni aux monuments ;
- le projet ne porte pas atteinte à la commodité du voisinage ;
- le préfet ne démontre pas que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ne pourraient pas prévenir les atteintes alléguées au paysage.

Par un mémoire en défense, enregistré le 21 avril 2021, la ministre de la transition écologique conclut au rejet de la requête.

Elle soutient que les moyens de la requête ne sont pas fondés.

Par une ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2021, la clôture de l'instruction a été prononcée avec effet immédiat, en application des articles R. 611-11-1 et R. 613-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Baes-Honoré, présidente-asseesseur,
- les conclusions de M. Gloux-Saliou, rapporteur public,
- et les observations de Me Tatiana Boudrot, représentant la Société Parc éolien de l'Epinette.

Une note en délibéré présentée pour la société Parc éolien de l'Epinette a été enregistrée le 27 octobre 2021.

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions à fin d'annulation :

1. La société Parc éolien de l'Epinette a sollicité, le 5 juillet 2018, une autorisation unique pour la réalisation d'un parc éolien composé de dix machines et trois postes de livraison situé sur le territoire des communes de Coullemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle à environ 30 kilomètres au sud d'Amiens. Par un arrêté du 28 septembre 2020, le préfet de la Somme a refusé l'autorisation sollicitée en raison de l'atteinte portée au paysage, au patrimoine et à la commodité du voisinage. La société Parc éolien de l'Epinette demande à la cour d'annuler cet arrêté.

En ce qui concerne la motivation :

2. Le refus d'autorisation litigieux, qui énonce les éléments de fait et de droit sur lesquels il se fonde, est suffisamment motivé. Par suite, le moyen tiré du défaut de motivation doit être écarté.

En ce qui concerne l'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :

3. Aux termes de l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans sa rédaction alors en vigueur : « *Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.(...)* »

S'agissant de l'atteinte à la commodité du voisinage :

4. La société a réalisé une étude d'encerclement et de saturation visuelle permettant de calculer, d'une part, la somme des angles interceptés par des éoliennes dans les distances de 0 à 5 puis de 5 à 10 kilomètres, d'autre part, l'indice de densité dont le seuil d'alerte est supérieur à 0,10, et le plus grand angle sans éolienne. L'étude précise qu'un angle de 160° à 180° est souhaitable mais que selon l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Hauts de France, un angle de 90° est acceptable.

5. Il résulte de l'instruction que les angles non pourvus en éoliennes sont respectivement de 65°, 79° et 62° pour les communes de Cantigny, Grivesnes et Villers-Tournelle, étant précisé que Grivesnes est situé à moins de 5 kilomètres du projet. Par ailleurs, et à lui seul, le projet entoure le village à hauteur de 85° dans un champ de 5 kilomètres. Néanmoins, il ressort des photomontages que, depuis Grivesnes, les constructions font office de masque vis-à-vis du projet. Depuis le centre de Villers-Tournelle, quelques éoliennes sont visibles mais sont en partie masquées par la végétation, et, depuis Cantigny, l'encerclement n'est pas davantage établi.

6. Il résulte également de l'instruction que, depuis le centre de Coullemelle, la plupart des éoliennes se trouvent masquées par les constructions qui occultent les alignements. Depuis l'église et le cimetière de Rocquencourt, les éoliennes se trouvent partiellement masquées ou entourées par des éléments d'anthropisation tels que château d'eau et lignes électriques. L'arrêté ne fait pas état d'éléments précis sur la situation de Sérévillers et de Plessiers au regard de la commodité de voisinage.

7. En ce qui concerne les villages plus lointains, il ressort des photomontages concernant les villages d'Aubvillers, de Davenescourt et de Montdidier, que le parc de l'Epinette se superpose ou se juxtapose à un parc déjà existant, et ne crée pas d'effet de saturation visuelle.

S'agissant de l'atteinte aux paysages :

8. Il résulte de l'instruction, et notamment de l'étude paysagère, que la zone d'implantation du projet est située au sein des grandes unités paysagères de la « *vallée de l'Avre et des trois Doms* ». Cette vallée se caractérise par un paysage de plaines agricoles cultivées sur de vastes parcelles et le paysage est anthropisé. Il résulte également de cette étude que le paysage emblématique situé au plus près du projet est celui de la vallée de Septoutre. Il s'agit d'une plaine ouverte dont l'horizon est occupé par une frange boisée qui, dans les talwegs humides, présente une atmosphère intimiste caractéristique des vallées encaissées. La silhouette des villages-bosquets est accompagnée d'une frange végétale d'où émergent les clochers. Néanmoins, ce cadre paysager ne présente pas un caractère remarquable, unique ou particulièrement singulier.

Quant à l'atteinte à la vallée de Septoutre :

9. Il résulte de l'instruction, et notamment du photomontage réalisé depuis le hameau de Septoutre, que les éoliennes sont effectivement visibles au-dessus de la cime des arbres. Toutefois, il ne résulte pas de ces photomontages que les éoliennes entraîneraient un effet de prédominance par rapport aux boisements. Par ailleurs, alors même que l'étude paysagère souligne que l'axe de la vallée de Septoutre est un lieu de découverte privilégié, le photomontage réalisé depuis la sortie sud de Sauvillers-Mongival montre que le projet s'inscrit dans la ligne d'horizon et en cohérence avec les autres parcs.

Quant à l'atteinte aux villages les plus proches :

10. Il résulte de l'instruction que si les éoliennes dominent le hameau de Plessier, les éoliennes suivent néanmoins la barrière végétale ce qui favorise leur intégration.

11. En arrivant par le sud dans le village de Villers-Tournelle, les photomontages montrent que les éoliennes surplombent le village et l'impact du projet est fort. Ce rapport d'échelle ne sera toutefois visible que par les automobilistes et il résulte des photomontages que le projet suit les lignes de force du paysage.

12. S'il résulte de l'instruction que, depuis la RD 188 au nord-ouest de Coullemelle, le projet apparaît derrière le village, l'atteinte au paysage, qui ne présente pas un intérêt particulier, n'est pas caractérisée.

13. S'agissant du village de Rocquencourt, si l'étude paysagère fait état d'un impact fort du projet, cette qualification est cependant donnée à partir d'une vue depuis une portion d'une seule route de randonnée. En outre, le paysage ne présente pas d'intérêt particulier et n'est pas dénaturé par l'effet de surplomb des éoliennes.

S'agissant de l'atteinte aux monuments historiques :

14. Dans la ville de Montdidier, émergent trois clochers appartenant à l'Eglise de Saint-Pierre, au Saint Sépulcre et à l'Hôtel de ville. S'il résulte de l'instruction que les éoliennes



encadrent l'église avec un rapport d'échelle légèrement défavorable, l'impact reste modéré et celui sur les deux autres édifices n'est pas établi.

15. Il résulte de l'instruction que l'église Saint-Nicolas à Coullemelle bénéficie d'une protection au titre des monuments historiques, non seulement pour sa décoration intérieure néo-romane mais également pour la totalité de l'édifice. Les photomontages n° 55 et 56 montrent que les éoliennes E8 et E9 sont sensiblement plus hautes que le clocher qu'elles encadrent et tendent à l'écraser. Aucune mesure d'évitement, de réduction ou de compensation n'apparaît envisageable pour résorber l'impact de ces deux éoliennes. Par suite, la société requérante n'est pas fondée à soutenir que la préfète de la Somme a entaché sa décision d'une erreur d'appréciation en tant qu'elle porte sur les éoliennes E8 et E9.

16. Il résulte de tout ce qui précède, que la société parc éolien de l'Epinette est fondée à demander l'annulation de l'arrêté de la préfète de la Somme du 28 septembre 2020 en tant qu'il porte sur les éoliennes E2 à E7, E10, E11 et les postes de livraison.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

17. Dans le cadre d'un litige relevant d'un contentieux de pleine juridiction, comme en l'espèce, le juge administratif a le pouvoir d'autoriser la création et le fonctionnement d'une installation classée pour la protection de l'environnement en l'assortissant des conditions qu'il juge indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 de ce code. Il a, en particulier, le pouvoir d'annuler la décision par laquelle l'autorité administrative a refusé l'autorisation sollicitée puis après avoir, si nécessaire, régularisé ou complété la procédure, d'accorder lui-même cette autorisation aux conditions qu'il fixe ou, le cas échéant, en renvoyant le bénéficiaire devant le préfet pour la fixation de ces conditions.

18. La ministre de la transition écologique ne se prévaut d'aucun autre motif de refus de l'autorisation de construire et d'exploiter les éoliennes du parc litigieux.

19. Eu égard aux motifs d'annulation retenus par le présent arrêt, il y a lieu pour la cour de faire usage de ses pouvoirs de pleine juridiction en délivrant à la société pétitionnaire l'autorisation de construire et d'exploiter le parc projeté, en tant qu'il porte sur les éoliennes E2 à E7, E10, E11 et les postes de livraison, et en la renvoyant devant la préfète de la Somme pour fixer les conditions indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement qui doivent assortir cette autorisation. Il est enjoint à la préfète de la Somme de fixer ces conditions dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêt. Dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu d'assortir cette injonction d'une astreinte.

Sur les frais exposés et non compris dans les dépens :

20. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par la société Parc éolien de l'Epinette, et non compris dans les dépens.

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté de la préfète de la Somme du 28 septembre 2020 est annulé en tant qu'il porte sur les éoliennes E2 à E7, E10, E11 et les postes de livraison.

Article 2 : L'autorisation environnementale pour la construction et l'exploitation du parc éolien est accordée à la société Parc éolien de l'Epinette, à l'exception des éoliennes E8 et E9.

Article 3 : L'autorisation délivrée à l'article 2 sera assortie des prescriptions indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement qui seront fixées par la préfète de la Somme, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêt.

Article 4 : L'Etat versera à la société Parc éolien de l'Epinette une somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 5 : Le présent arrêt sera notifié à la société Parc éolien de l'Epinette et à la ministre de la transition écologique, et à la préfète de la Somme.

Copie en sera transmise pour information aux communes de Coullemelle, Grivesnes et Villers-Tournelle.

Délibéré après l'audience publique du 26 octobre 2021 à laquelle siégeaient :

- M. Marc Heinis, président de chambre,
- Mme Corinne Baes-Honoré, présidente-assesseur,
- M. Stéphane Eustache, premier conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 23 novembre 2021.

La présidente-rapporteure

Le président de la 1ère chambre,

Signé : C. BAES-HONORE

Signé : M. HEINIS

La greffière,

Signé : C. SIRE

La République mande et ordonne à la ministre de la transition écologique en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent arrêt.

Pour expédition conforme,  
La greffière en chef,  
Par délégation,  
La greffière,

Christine SIRE